

Indemnité de rupture conventionnelle : tableau de comparaison

avant/après le 1^{er} septembre 2023

Régime social et fiscal de l'indemnité de rupture conventionnelle individuelle		
Cotisations/Impôt sur le revenu	Rupture intervenant jusqu'au 31 août 2023	Rupture intervenant à compter du 1 ^{er} septembre 2023
Salarié ayant droit à une pension de retraite de base		
Impôt sur le revenu (IR)	Soumise à l'IR dès le premier euro	Soumise à l'IR dès le premier euro (1)
Cotisations sociales et charges de même assiette	Soumise à cotisations sociales dès le premier euro	Exonérée à hauteur de la fraction imposable calculée comme pour le salarié n'ayant pas droit à une pension de retraite de base, dans la limite de 87 984 euros (soit 2 PASS)
CSG/CRDS	Soumise à CSG/CRDS dès le premier euro	Exonérée (sans abattement d'assiette) pour sa fraction exonérée de cotisations sociales dans la limite de l'indemnité de licenciement légale ou conventionnelle
Contribution sociale spécifique	Aucune	30 % sur la fraction exonérée de cotisations sociales
Salariés n'ayant pas droit à une pension de retraite de base		
Impôt sur le revenu	Non soumise à l'IR dans la limite la plus élevée entre : - 2 fois le montant de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture de son contrat de travail ou 50 % du montant de l'indemnité si cette valeur est supérieure (dans la limite de 263 952 euros, soit 6 PASS) - ou le montant de l'indemnité de licenciement conventionnelle ou légale	Non soumise à l'IR dans la limite la plus élevée entre : - 2 fois le montant de la rémunération annuelle brute perçue par le salarié au cours de l'année civile précédant la rupture de son contrat de travail ou 50 % du montant de l'indemnité si cette valeur est supérieure (dans la limite de 263 952 euros, soit 6 PASS) - ou le montant de l'indemnité de licenciement conventionnelle ou légale
Cotisations sociales et charges de même assiette	Exonérée pour sa fraction imposable dans la limite de 87 984 euros (soit 2 PASS)	Exonérée pour sa fraction imposable, dans la limite de 87 984 euros (soit 2 PASS)
CSG/CRDS	Exonérée (sans abattement d'assiette) pour sa fraction exonérée de cotisations sociales dans la limite de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement	Exonérée (sans abattement d'assiette) pour sa fraction exonérée de cotisations sociales, dans la limite de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement
Contribution patronale spécifique/forfait social	20 % sur la fraction exonérée de cotisations sociales	30 % sur la fraction exonérée de cotisations sociales
(1) Il est possible que le régime fiscal de l'indemnité de rupture conventionnelle du contrat de travail d'un salarié ayant droit à une pension de retraite de base soit finalement aligné sur celui applicable aux indemnités de rupture du contrat de travail d'un salarié n'ayant pas droit à cette pension. Nous ne manquerons pas d'en tenir informés nos abonnés.		